

## “Brahmin Left, Merchant Right...” and what about the Pariah Radical Right ?

Depuis 1980, les inégalités de revenu et de richesse sont en hausse partout dans le monde<sup>1</sup>. Mais loin de provoquer une demande accrue de redistribution favorable à la gauche, comme le voudrait le théorème de l'électeur médian, elles semblent plutôt faire le lit de populismes xénophobes (Brexit, Trump, Front national). C'est ce paradoxe que cherche à expliquer Thomas Piketty, à partir d'une analyse systématique des relations entre vote et inégalités sociales (en termes de revenu, patrimoine et diplôme) depuis la Seconde Guerre mondiale, en France, au Royaume Uni et aux Etats Unis. Au-delà de leurs différences, il met au jour dans les trois pays des évolutions comparables, dont la plus importante est l'inversion de la relation entre niveau de diplôme et vote de gauche. Dans les années 50-60, la gauche attirait en priorité des électeurs populaires à bas niveaux de revenu et d'instruction, à partir des années 70-80 elle progresse chez les plus instruits, tandis que le vote de droite caractérise toujours les électeurs à haut niveau de revenu et de richesse. Il en résulte un système de partis instable, « à élites multiples », économiques et culturelles, susceptible d'évoluer dans plusieurs directions, dans un contexte de mondialisation accélérée. Le premier scénario, dont le Royaume Uni serait le meilleur exemple, est la stabilisation de ce clivage, les plus diplômés se tournant vers le Parti travailliste et les plus aisés vers le Parti conservateur. La seconde serait celle du grand « retournement », suggéré par les évolutions récentes en France (Macron) et aux Etats Unis (Clinton) qui verrait les titulaires de hauts revenus évoluer à leur tour vers la gauche. Se dessinerait un nouveau clivage entre partis mondialistes (électeurs à revenus et diplômes élevés) et antimondialistes ou « nativistes » (électeurs à faible niveau de revenu et de diplôme). Une troisième possibilité serait le retour au vieux clivage de classe, remettant les enjeux économiques au cœur du débat politique avec deux variantes, soit mondialiste (pro-mondialisation et pro redistribution), soit nativiste (anti mondialisation et pro redistribution).

L'économiste déploie sur ce nouveau terrain les qualités qui ont fait le succès de ses précédents travaux: mise en perspective historique, démarche méthodique, graphiques clairs synthétisant les résultats, style alerte. Le recours aux données des enquêtes post électorales nationales plutôt qu'aux enquêtes internationales non électorales (Eurobaromètres, ESS) est à saluer tout comme est rafraîchissant le choix des indicateurs de revenu/patrimoine et de niveau d'études de préférence aux indicateurs de classe sociale plus utilisés en sociologie électorale. Les résultats interpellent, notamment ceux qui illustrent l'inversion de l'impact électoral de l'éducation. Pourquoi alors l'étude n'emporte-t-elle pas totalement la conviction ?

Elle souffre d'abord d'un certain flou conceptuel. L'objet annoncé de l'étude est la transformation des « clivages politiques », dans la perspective ouverte par Seymour Lipset et Stein Rokkan. Mais un clivage présuppose trois éléments, empirique (groupes sociaux), normatif (vision du monde et conscience collective), et institutionnel (organisations parlant en leur nom, les transformant en acteur politique)<sup>2</sup>. En ce sens les niveaux de revenu, de richesse, ou d'instruction ne définissent pas à proprement parler des clivages politiques. Et si certains

---

<sup>1</sup> World Inequality Report 2018 : <https://wir2018.wid.world/>.

<sup>2</sup> Stefan Bartolini, Peter Mair, *Identity, Competition, and Electoral Availability: The Stability of European Electorates, 1885-1985*, Cambridge: Cambridge University Press, 1990, p.215.

auteurs s'interrogent, à l'ère de la *knowledge society*, sur le rôle crucial de l'éducation et sa capacité à générer une identité de groupe, le débat reste ouvert<sup>3</sup>.

Une seconde série de problèmes tient à la méthode. Pour simplifier la démonstration et permettre la comparaison l'auteur construit des indices synthétiques qui résument l'impact électoral des inégalités de revenu, de richesse et de niveau d'éducation. Pour le revenu il soustrait de la proportion d'électeurs du décile supérieur des revenus votant pour la gauche celle des électeurs des 9 autres déciles votant pour la gauche, pour le diplôme il soustrait de la proportion de diplômés du supérieur votant pour la gauche celle des non diplômés du supérieur, qui représentent les deux tiers de l'électorat, etc. Ces indices ressemblent comme deux gouttes d'eau à celui d'Alford mis au point par le sociologue du même nom en 1962 pour mesurer le vote de classe, faisant la différence entre proportion de travailleurs manuels et non manuels votant pour la gauche. L'indice repose sur des dichotomies simplificatrices (gauche/droite et manuel/non manuel) alors qu'il faudrait prendre en compte tout l'éventail des choix électoraux y compris l'abstention, et toute la gamme de clivages sociaux (classe race religion genre)<sup>4</sup>. Et il ne tient compte que des pourcentages, pas des effectifs qui les sous-tendent et de leurs variations dans le temps. Fortement critiqué, il a été délaissé pour de nouveaux indices insensibles aux marges tels que les *odds ratio* ou rapport de chances qui auraient mieux servi la démonstration de Piketty.

Il est plus contestable encore, face à la montée des populismes, de s'en tenir à l'opposition gauche/ droite. L'espace politique européen est de plus en plus tripolaire Et ces pôles correspondent à des clivages de classe, trop vite évacués par l'auteur, comme le montre une étude comparative récente de Daniel Oesch et Line Rennwald qui tient compte des transformations de la structure socioprofessionnelle dans les sociétés post industrielles<sup>5</sup>. Les « spécialistes socioculturels » (éducation, services sociaux, media) inclinent fortement à gauche, les patrons et cadre supérieurs à droite, et la droite radicale entre en concurrence avec la gauche chez les ouvriers et avec la droite modérée chez les petits patrons. Pour reprendre la métaphore des castes qui donne son titre au papier, manquent aux côtés de la gauche des « brahmanes » et de la droite des « marchands » les « parias » que sont les électeurs des droites radicales populistes.

Les résultats par ailleurs ne sont pas entièrement nouveaux. Dès les années 70, face à la vague des « nouveaux mouvements sociaux » un débat s'engage sur l'émergence d'une seconde dimension de conflit politique, sur les enjeux non pas économique mais culturels, structurée par le niveau d'études et non la classe<sup>6</sup>. De nombreux travaux soulignent le lien croissant entre diplôme et vote de gauche d'une part, revenu et vote de droite d'autre part<sup>7</sup>. Et la prise en compte des interactions entre ces deux ordres de variables, entre revenu/richeesse et

---

<sup>3</sup> Rune Stubager, 'Education-based Group Identity and Consciousness in the Authoritarian–Libertarian Value Conflict', *European Journal of Political Research*, 48(2), 2009, p. 204–33 et "The Development of the Education Cleavage: Denmark as a Critical Case", *West European Politics*, 33:3, 2010, p. 505–533.

<sup>4</sup> Voir notamment l'indice "kappa" de Michael Hout, Clem Brooks et Jeff Manza, 'The Democratic Class Struggle in the United States, 1948–1992', *American Sociological Review* 60(6), 1995, pp. 805–828.

<sup>5</sup> Daniel Oesch, Line Rennwald, "Electoral Competition in Europe's New Tripolar Political Space: Class Voting for the Left, Centre-Right and Radical Right", *EUI Working Papers*, MWP 2,2017/02 (9 pays, données ESS 2002-2014).

<sup>6</sup> Outre Ronald Inglehart il faut citer Cees P. Middendorp, "Models for Predicting the Dutch Vote along the Left-Right and the Libertarianism-Authoritarianism Dimensions", *International Political Science Review*, 10 (4), 1989, p. 279-308.

<sup>7</sup> Jeroen Waal, Peter Achterberg et Dick Houtman, "Class is not dead, it has been buried alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956-1990)", *Politics and Society* 35(3), 2007, p.403-426.

diplôme, ou pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, capital économique et capital culturel<sup>8</sup>, aboutit à une vision plus complexe des clivages politiques que l'opposition brahmane/marchands.

Enfin le papier laisse de côté les facteurs de l'offre électorale. Or comme le montre une étude comparant l'évolution des clivages dans 15 démocraties de 1960 à 2005 à partir de la monumentale base de données *Comparative Data Set on Cleavage Voting*<sup>9</sup>, il n'y a pas d'effet mécanique des clivage sociaux sur le vote. La médiation des partis est nécessaire pour les traduire en clivages politiques et mobiliser l'électorat, au terme d'un processus variable d'un pays à l'autre mais autant sinon plus, *top down* que *bottom up*.

Bref, une démarche plus cumulative, dépassant les clivages disciplinaires, mettant en commun réflexion théorique, bases de données et outils statistiques, serait particulièrement bienvenue.

---

<sup>8</sup> *La distinction*, Paris, Editions de Minuit, 1989, schéma p.527.

<sup>9</sup> Geoffrey Evans, Nan Dirk De Graaf (eds.), *Political choice matters. Explaining the strength of class and religious cleavages in cross-national perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 2013, notamment le chapitre de Florent Gougou et Guillaume Roux, 'Political Change and Cleavage Voting in France: Class, Religion, Political appeals and Voters Alignments (1962-2007)'.